



## DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°20

# LA DÉCONCENTRATION ET LA DÉCENTRALISATION

La loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale dispose que « *l'administration territoriale de la République est assurée par les collectivités territoriales et par les services déconcentrés de l'État. Elle est organisée, dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales, de manière à mettre en œuvre l'aménagement du territoire, à garantir la démocratie locale et à favoriser la modernisation du service public.* »

Ainsi, les processus de déconcentration et de décentralisation vont de pair dans le système français et s'appuient sur un principe commun : le principe de subsidiarité. Cette double approche de l'administration territoriale suscite parfois une certaine confusion mais il est important de distinguer l'organisation distincte de la déconcentration et de la décentralisation.

### Le principe de subsidiarité

Le principe de subsidiarité repose sur l'idée que la responsabilité d'une action publique doit être confiée à la plus petite entité capable de la gérer à son niveau, sans intervention des entités supérieures. Cela permet plus de proximité avec le terrain et plus de réactivité à l'égard des citoyens.

Le pendant du principe de subsidiarité est le principe de suppléance : quand les dossiers à gérer excèdent les capacités de l'entité désignée pour les résoudre, l'échelon supérieur doit la soutenir dans les limites du principe de subsidiarité.

### La déconcentration : une représentation de l'Etat

La déconcentration est un processus d'aménagement de l'État unitaire qui consiste à implanter dans des circonscriptions locales administratives des autorités administratives représentant l'État. Ces autorités sont dépourvues de toute autonomie, ne disposent pas de la personnalité morale et soumises au contrôle hiérarchique de l'État ; ce dernier peut donc approuver ou annuler leurs actes.

Les autorités déconcentrées sont nommées et révoquées par le pouvoir central, qui dispose à leur égard du pouvoir disciplinaire (permettant la sanction, la suspension ou la révocation), avec une exception notable : le maire possède un double statut d'autorité déconcentrée et décentralisée qui fait de lui la seule autorité déconcentrée à être élue.

Quelques exemples de services déconcentrés

- La Préfecture
- Le Rectorat
- L'Agence régionale de santé (ARS)
- La Direction régionale des Affaires culturelles (Drac)
- La Délégation militaire départementale (DMD)
- La Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte)

### **La décentralisation : une délégation de l'Etat**

La décentralisation est un processus d'aménagement de l'État unitaire qui consiste à transférer des compétences administratives de l'État vers des collectivités locales distinctes de lui et dirigées par des élus : communes, départements, régions, collectivités à statut particulier et collectivités d'outre-mer.

Les collectivités territoriales jouissent de la personnalité morale, de moyens et de compétences propres. Afin de protéger leur libre administration, l'article 72 de la Constitution précise qu'aucune collectivité territoriale ne peut exercer une tutelle sur une autre : seul l'État est habilité à exercer un contrôle de légalité, notamment à l'initiative du préfet (et consistant à saisir le juge administratif).

### **La décentralisation fonctionnelle**

A côté de la décentralisation territoriale, il faut distinguer la décentralisation fonctionnelle (ou technique) dans laquelle les entités décentralisées sont des établissements publics chargés de gérer un service public. Il s'agit des universités, des hôpitaux publics et des musées nationaux (ainsi que des régions entre 1972 et 1982).

Ils bénéficient de la personnalité morale et de moyens propres, mais ne disposent que d'une compétence d'attribution qui correspond à l'objet même du service public qui leur est transféré : enseignement supérieur, santé, culture...